12 Mars 2025

ENQUETE PUBLIQUE
COMMUNE DU MESNIL SAINT DENIS
REVISION DU PLAN D'URBANISME (PLU)

CONCLUSIONS
MOTIVEES ET AVIS

N° : E24000053 / 78

Sylvie BOUCHER RANCIEN
Commissaire Enquêtrice

Sommaire

1. Introduction	3
1.1 <i>Objet de l'enquête</i>	3
1.2 <i>Déroulement de l'enquête</i>	3
2. Conclusions motivées	4
2.1 <i>Observations à caractère général</i>	4
2.1.1 Raison de cette révision et publicité	4
2.1.2 Craintes des effets d'une densification	5
2.2 <i>Observation sur le devenir de la ferme de Beaurain et l'emplacement pour un nouveau cimetière</i>	5
2.3 <i>Observations concernant les orientations d'aménagement et de programmation (OAP)</i>	6
2.4 <i>Demandes relatives à des autorisations de construction émanant de particuliers</i>	8
2.5 <i>Observations sur les documents hors OAP</i>	8
3. AVIS	9

1. INTRODUCTION

1.1 Objet de l'enquête

L'enquête porte sur le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la ville du Mesnil Saint Denis,

Cette commune du Mesnil Saint Denis avait 7301 habitants au 1er janvier 2022. Elle fait partie de la Communauté de communes de La Haute Vallée de Chevreuse, et du Parc Naturel Régional (PNR) de la Haute Vallée de Chevreuse. Elle se situe à proximité des pôles d'emploi majeurs de l'Ouest francilien (St Quentin en Yvelines / Plateau de Saclay).

Le PLU actuellement a été validé le 15 mai 2017.

Cette révision du PLU vise principalement à améliorer son adéquation avec la réglementation et ses évolutions récentes tout en protégeant l'identité de la commune. Elle apporte des modifications au PADD et au règlement écrit dont des changements de dénominations des zones et une contrainte de création de 50% de logements sociaux pour toutes constructions de plus de 2 logements. Elle comprend des évolutions des OAP et emplacements réservés indiqués dans le PLU précédent.

1.2 Déroulement de l'enquête

Un arrêté municipal prescrivant l'enquête publique sur la révision du Plan Local d'Urbanisme, a été pris en date du 9 décembre 2024. Il fixe une période d'enquête allant du jeudi 9 janvier 2025, 14 heures, au lundi 10 février 2025, 17 heures. L'enquête s'est déroulée sur une durée, de 33 jours consécutifs.

La réunion préparatoire s'est tenue le 4 décembre 2024, à la Mairie du Mesnil Saint Denis.

La publicité a été effectuée conformément à la réglementation et complétée par une information dans le bulletin municipal et les sites internet de la ville.

Les jours et heures de réception du public, par la commissaire enquêtrice, ont été les :

- mercredi 15 janvier 2025 de 14 heures 00 à 17 heures 00 ;
- jeudi 23 janvier 2025 de 16 heures 00 à 19 heures 00 ;
- samedi 1er février 2025 de 09 heures 30 à 12 heures 30 ;
- lundi 10 février 2025 de 14 heures 00 à 17 heures 00 ;

Ces jours et créneaux horaires ont été choisis afin de permettre au public de rencontrer plus facilement la commissaire enquêtrice. Les permanences se sont tenues à la mairie, dans la salle du Jumelage, disposant de grandes tables permettant d'étaler les différents plans.

63 personnes se sont présentées lors des permanences.

Les observations pouvaient être consignées sur le registre d'enquête papier, par courrier ou envoyées par voie électronique via un registre numérique ou par mail.

Un seul registre papier a été utilisé pour les besoins de l'enquête. Il a été clos le jeudi 10 février 2025, à 17 heures, et emmené par la commissaire enquêtrice.

239 contributions ont été formulées durant l'enquête dont certaines comprenant plusieurs pages d'observations. Des contributions ont été déposées par des collectifs, dont l'association ARCH-LMSD concernée par le groupe scolaire du Bois du Fay et son environnement, les associations des Résidences du Château et de Champmesnil, l'association A.D.HAM regroupant des habitants des hameaux, le collectif des riverains de la rue du Fort Manoir. Plus de 60% des contributions déposées ne sont pas anonymes. Les contributions sont, dans leur grande majorité construites et écrites lisiblement.

Une centaine de contributions contiennent des observations d'ordre général, relatives au bien-fondé de cette révision, à l'opposition à de nouveaux programmes en particulier sociaux, à la publicité et concertation, aux infrastructures communales... Certaines des remarques sur les emplacements réservés et le détail des documents. Mais les observations concernent principalement des remarques et questionnements sur les projets d'orientations d'aménagement et de programmation (OAP).

Aucun incident n'a été constaté durant l'enquête.

Le procès-verbal d'enquête synthétisant les observations a été remis en main propre, **le mardi 18 février 2025**, à Monsieur Christophe BUHOT, Maire du Mesnil Saint Denis. **Les éléments de réponse de la mairie** ont été reçus, par courriel, **le mercredi 5 mars 2025**. La consistance des réponses apportées dans le temps restreint imparti réglementairement et les modifications du projet du PLU indiquées montre l'implication du maître d'ouvrage et son souhait de prendre en compte les apports de cette enquête publique.

2. CONCLUSIONS MOTIVEES

Ces conclusions s'appuient sur les éléments, présentés dans mon rapport que je considère être les principaux issus de la participation du public et des réponses du maître d'ouvrage.

2.1 Observations à caractère général

2.1.1 Raison de cette révision et publicité

Concernant la raison de cette révision, la mairie apporte des justifications à cette révision s'appuyant essentiellement sur la recherche du respect de la réglementation et en particulier de dispositions apparues après l'approbation du précédent PLU datant de 2017. Les modifications des orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durable et la réduction de zones agricoles et naturelles nécessitaient effectivement une révision du PLU, conformément au code de l'urbanisme.

Concernant la compatibilité avec les documents supra communaux SDRIF-E et la charte du PNR, la mairie précise que le projet de PLU s'est inspiré des documents en préparation et qu'aucune révision du PLU sera nécessaire lors de leur parution mais je pense qu'une vérification serait nécessaire.

Concernant la publicité pour l'enquête publique, j'ai constaté le respect des obligations réglementaires, complétées par une publication dans le bulletin municipal et le site internet de mairie. La forte mobilisation via le registre dématérialisé et le nombre de personnes reçues lors des permanences montrent que l'information sur la tenue de l'enquête a permis de toucher une part importante de la population.

Concernant la concertation préalable, la mairie a réalisé plusieurs actions en matière de concertation préalable (balade urbaine, atelier...). Ces actions sont consignées dans le bilan de concertation joint au dossier, qui précise bien également le positionnement de la mairie sur les observations et demandes. La déclinaison de la démarche m'apparaît correcte.

Concernant la concertation avec les riverains préalablement à l'obtention du permis de construire, concertation qui correspond à une demande forte, le maire dit demander des échanges avec la population aux promoteurs lors d'un dépôt de PC d'immeubles collectifs. Je pense que cette pratique est effectivement à mettre en œuvre autant que possible.

2.1.2 Craintes des effets d'une densification

Concernant les craintes face à l'augmentation de logements en particulier sociaux via le PLU, la mairie justifie sa position en mentionnant la forte demande et l'importance du déficit par rapport au 25% demandé par la loi SRU. Ce projet de PLU correspond en effet à une politique volontariste visant à tendre vers l'objectif de la loi SRU. Comme plusieurs PPA (en particulier les services de l'état), je reconnais l'effort conduit.

Concernant l'importance de la préservation du caractère village, les opérations envisagées correspondent à de petits ensembles dont la hauteur est limitée, elles intègrent des prescriptions visant leur intégration dans l'environnement naturel et bâti et tout programme de construction individuel ou collectif est soumis à l'avis du PNR. Les opérations d'aménagement et de programmation et plus généralement de construction se situent en zone urbanisée et sont réparties sur la commune. Ces dispositions devraient à mon avis, permettre au Mesnil-Saint-Denis de conserver son caractère de village.

Concernant le risque de saturation des équipements, la commune dispose d'équipements correspondant à sa taille et pouvant être adaptés en fonction de l'évolution de la population. Toutefois, plusieurs contributions font état d'un manque de disponibilité pour les activités sportives et culturelles qui, je pense devrait être évalué. Je considère également que le manque de logements dédiés aux seniors devrait être pris en compte dans les OAP y compris via des logements non sociaux.

Concernant la capacité des réseaux à répondre à l'augmentation de population, je note que le renforcement des différents réseaux d'assainissement est en cours, ainsi que l'agrandissement et la modernisation de la Station de Traitement des Eaux Usées du Mesnil.

Concernant la résilience de la commune au risque d'inondation, la gestion des eaux et la prévention du risque d'inondation sont prises en compte dans cette révision de PLU, en particulier via les prescriptions visant à une infiltration des eaux à la parcelle et à la limitation de l'emprise des constructions. Les recommandations du SAGE avaient été transmises préalablement à l'arrêt du PLU, lors de la phase des porter à connaissances et n'avaient pas été parfaitement intégrées. La marie s'est engagée à le faire après l'enquête.

Concernant la circulation, la mairie mentionne l'absence de difficultés majeures de circulation à l'exception des abords des groupes scolaires aux heures d'affluence. Comme mentionné dans des contributions, j'ai observé des ralentissements aux heures de déplacements domicile/travail sur les routes départementales qui ne dépendent pas de la commune. Les différents projets induiront une augmentation des véhicules sur la commune. Des solutions devraient être recherchées lors de l'examen des OAP pour assurer le maintien d'une circulation acceptable.

Concernant le stationnement, l'absence d'obligation d'associer systématiquement un parking aux logements sociaux est une réelle source de difficultés. Je note que la maire dit négocier avec les bailleurs souhaitant s'implanter et rechercher des possibilités de mutualisation des places, ce que je considère effectivement comme nécessaire.

2.2 Observation sur le devenir de la ferme de Beurain et l'emplacement pour un nouveau cimetière

Concernant le devenir de la ferme de Beurain, plusieurs observations mentionnent ne pas avoir trouvé d'information dans le PLU sur ce sujet. Ce site historique fait partie de l'identité du Mesnil-Saint-Denis et mérite en effet, une attention particulière dans la planification de l'urbanisme communal. Une zone A* au niveau de

cette ferme existait dans le PLU 2017 mais limitait les conditions d'utilisation. La modification introduite dans cette révision ouvre les possibilités, en particulier à des services d'hôtellerie et de restauration et des espaces de remise en forme. Je pense qu'il est effectivement souhaitable, afin de le faire vivre, d'ouvrir les possibilités d'exploitation pour ce lieu mais aussi de préserver l'activité agricole et forestière et les espaces naturels en lien direct avec lui.

Concernant l'emplacement pour le nouveau cimetière, compte tenu de l'hydrogéologie de la commune, il ne me semble pas possible de trouver un positionnement idéal pour un cimetière. La mairie a fait procéder à une expertise par un hydrogéologue agréé de zone prévue pour le nouveau cimetière. Elle s'engage à suivre son avis et donc ses prescriptions ainsi que celui de la chambre d'agriculture. En 2022, l'ARS a donné un avis favorable à ce projet.

La présence d'une ZIEC (Zone d'intérêt écologique à conserver) à proximité immédiate est pour moi, compatible avec la création d'un cimetière paysager. La localisation, proche du centre-ville et donc de l'église est pertinente. De plus, le terrain appartient à la mairie.

Compte tenu des avis de l'hydrogéologue et de l'ARS et de sa situation géographique, l'emplacement prévu m'apparaît satisfaisant. La première tranche du projet apparaît en sone AC sur le document graphique de zonage et devrait donc être indiqué en UE comme l'a indiqué la mairie. Je pense, pour la bonne information du public, que le projet dans sa totalité devrait figurer sur le document graphique de prescriptions.

Concernant la zone 2AU, cette zone, proche du bourg, me semble offrir une opportunité de construction à moindre impact sur la densification de la commune. Je conseille donc de la conserver et d'y envisager un projet à court terme.

2.3 Observations concernant les orientations d'aménagement et de programmation (OAP)

Concernant les OAP 1a et 1b situées dans le centre-bourg, la mairie confirme le maintien du bureau de poste, effectivement indiqué dans l'OAP, ce qui est important. Les hauteurs maximales prescrites (R +2 + attique sur l'îlot Berrurier et 2 R +2 +comble sur l'îlot la Poste) sont, à mon avis, cohérentes avec le contexte local. Les dispositions concernant le stationnement sont pour moi, proportionnées.

La mairie indique par ailleurs que le promoteur bailleur sera amené à faire réaliser par un cabinet indépendant, un plan de circulation intégré à son permis de construire. Je pense effectivement que la circulation est un point de vigilance important qui devra faire l'objet d'une attention particulière.

Concernant l'OAP 2a - Hameau de Rodon, la mairie s'engage à ramener à 12 le nombre de logements et à reprendre les autres prescriptions de l'OAP du PLU 2017, en particulier, la forme architecturale en longère, les matériaux et une hauteur maximale de R+1. La parcelle sera reclassée en zone UH. La rue de la Croix Mathurine sera aménagée au droit de l'OAP pour faciliter le croisement des véhicules et des engins agricoles et permettre également de réaliser un trottoir au droit de l'opération. Une démonstration de l'adéquation du réseau d'assainissement et si nécessaire une étude de sol et de pollution seront réalisées. Ces modifications de l'OAP sont effectivement nécessaires pour permettre l'intégration du projet dans son environnement et son acceptation par les riverains.

Concernant l'OAP 2c – Hameau du Mousseau- Fort Manoir, la majeure partie des observations reflète la crainte de voir ce projet dénaturer ce site, tant au niveau patrimonial et architectural que paysager et naturel. La mairie s'engage à s'assurer de la reprise de cette OAP pour prendre en compte la préservation de la qualité architecturale et des vues en accord avec le responsable des monuments d'historiques et avec le parc naturel régional de la haute-vallée de Chevreuse. La surface d'emprise au sol sera maintenue de 30%. Elle apporte des précisions adaptées concernant la circulation et le stationnement et la gestion des eaux est prise en compte.

Je considère que les précisions fournies et modifications proposées contribuent à garder le caractère du site et à assurer son intégration dans le hameau.

Concernant l'OAP 3 Ecoquartier Picardie,

La crainte d'une trop forte densification de logements me semble justifiée compte tenu de l'évolution récente et importante du secteur. La maire répond par la réalisation d'un écoquartier. Cette approche est pour moi adaptée à la réhabilitation de cette zone à l'abandon et être de nature à dynamiser cette partie de la commune.

La réponse apportée en matière de stationnement et de circulation (la mutualisation des places de stationnement, un prix de parking résident compétitif, un parking public au centre de la parcelle) n'appelle pas de commentaire. Ces points devront être travaillés dans le cadre de la concertation associée à la réalisation de cet écoquartier.

Des riverains demandent que les hauteurs soient limitées pour l'ensemble des constructions à R+1+C. La construction de petits bâtiments R+2 + C ou R+2+A me semble pouvoir être réalisée dans le respect d'une harmonie architecturale et de l'intégration dans le quartier.

Concernant l'OAP 4a Bois du Fay - Bois de Bonnelles, elle est située dans un espace boisé et a suscité de vives réactions pointant un risque d'atteinte fort à la biodiversité et à la résilience vis-à-vis du risque d'inondation. Compte tenu de la valeur écologique de cette zone et de l'importance que lui porte la population, j'adhère à la proposition de la Mairie de ne plus retenir cette OAP et de passer le secteur en zone naturelle, interdisant de fait toute construction dans cette parcelle.

Concernant l'OAP 4b Groupe scolaire du Bois du Fay, elle a généré de très nombreuses remarques rapportant les appréhensions relatives à la sécurité aux abords de l'école et au stationnement. L'accès à la résidence étant prévue via une impasse (rue Cyrano de Bergerac) desservant le groupe scolaire. Concernant le stationnement, la mairie indique que 13 places seront créées en plus devant l'école. Leur localisation est à préciser, mais cette mesure me paraît nécessaire.

Pour les accès, le maître d'ouvrage propose « *une entrée par la rue Cyrano de Bergerac et une sortie rue de Provence, par une voie entièrement réaménagée en sens unique réservée aux riverains en zone partagée 20km/h et la séparation physique entre véhicules et piétons* ».

Je pense que cette solution de circulation ne permet pas une réelle séparation des flux école/résidence et je demande que les entrées/sorties des nouvelles constructions soient réalisées via la rue de Provence.

Concernant l'OAP 5a Coulée Verte qui fera l'objet d'aménagement, la mairie s'engage à conserver un îlot forestier riche en biodiversité qui constitue en effet un havre pour la biodiversité.

Concernant l'OAP 5 b : Avenue de Breteuil, les réponses apportées par le maître d'ouvrage n'appellent pas de remarque de ma part, je pense qu'il serait intéressant de réaliser ce programme à court terme.

Concernant l'OAP 6 Ancien centre de loisirs, les nombreuses observations montrent une forte inquiétude liée à la disparition de places de stationnement risquant d'affecter les usagers et le fonctionnement du CLC Centre Loisirs et Culture voisin. La mairie s'engage à aménager un parking adapté sur le site de l'ancienne déchetterie, avant la fermeture de l'aire bétonnée utilisée actuellement comme parking. La surface disponible pour le stationnement sera supérieure à la surface actuelle. Cette disposition est pour moi nécessaire pour répondre au besoin compte tenu de la proximité du CLC.

Par ailleurs, la mairie maintient l'épannelage progressif des constructions allant du R+1+C, à du R+2+C ou R+2+A au cœur de l'îlot. Je trouve cette hauteur adaptée à la localisation du projet en milieu urbain.

Concernant l'OAP 7, Trames verte, bleue, noire et brune locales, elle est très générale. Son objectif est de présenter et d'indiquer les préconisations de maintien et de valorisation des trames verte, bleue, noire et brune locales. Elles ne se substituent pas au règlement écrit.

2.4 Demandes relatives à des autorisations de construction émanant de particuliers

Six contributions correspondant à des demandes à caractère personnel, ont été déposées pendant l'enquête.

Deux contributions demandent le déclassement de parcelles situées en zone agricole à des fins de construction d'habitation privée. Le refus et le maintien du classement de ces parcelles en zone agricole par la mairie est cohérent avec les documents supérieurs.

Une contribution fait suite à un refus de permis de construire. Je suis en accord avec ce refus, justifié par le projet de construction d'une habitation au-delà de la bande des 30 mètres par rapport à la voie publique.

Une demande concerne le souhait de construction sur une parcelle identifiée en espace paysager évolutif depuis le PLU 2017. Cet espace permettrait une continuité avec les 2 lisières de 50 mètres autour des massifs boisés de plus de 100 hectares identifiés au SDRIF. Plantée d'arbres de haute tige, la parcelle offre par ailleurs un effet de rafraîchissement et un espace accueillant la biodiversité qu'il s'agit de préserver. Le classement en espace paysager évolutif est maintenu par la mairie. Une vingtaine d'espaces paysagers évolutifs est identifiée sur la commune.

Je pense que les constructions d'habitation individuelle sur ces espaces ne devraient pas être interdites mais faire l'objet de prescriptions visant à assurer leur intégration dans l'environnement et leur exemplarité écologique. Elles pourraient faire l'objet d'une instruction particulière en amont du dépôt de PC et si nécessaire, de mesures de compensation.

Une contribution correspond à la demande d'un propriétaire d'une parcelle agricole, d'avoir la possibilité d'y implanter un point de vente pour ses pains artisanaux. La Maire indique que l'activité artisanale en lien direct avec l'agriculture est autorisée dans le nouveau PLU.

Je pense que donner cette opportunité est une occasion de favoriser l'activité locale et les circuits courts de commercialisation et est donc intéressante mais la nature du bâti devrait être encadrée.

Pour mémoire, une demande, concernant un projet en zone UT (correspondant aux quartiers traditionnels pavillonnaires), sera traitée indépendamment de la révision du PLU.

2.5 Observations sur les documents hors OAP

Les remarques formulées dans les contributions montrent l'importance d'une actualisation des données et d'une relecture attentive afin d'apporter des précisions et de corriger les erreurs de forme. Cette reprise est effectivement nécessaire compte tenu des diverses coquilles. Elle devrait en particulier veiller, dans le règlement écrit, à la cohérence entre les renvois faits vers les OAP et le contenu de celles-ci prendre en compte dans le diagnostic les données a minima de 2021.

3. AVIS

Je considère que le déroulement de l'enquête a été satisfaisant puisqu'il a permis au public de prendre connaissance du projet et de formuler de nombreuses observations.

Suite aux observations exprimées par le public, le maître d'ouvrage a apporté des précisions et s'est engagé sur plusieurs évolutions du projet de PLU. Ainsi, en particulier, l'OAP 4a, envisagée sur une parcelle boisée sera retirée, la zone sera classée en zone naturelle. Pour l'OAP 2a sur le hameau de Rodon, le nombre de logements sera abaissé à 12 comme dans le PLU 2017 et le type de construction revu pour répondre aux attentes des riverains.

En conclusion de cette enquête, en l'état du dossier soumis au public, de l'examen des observations du public et des réponses apportées par la mairie, il me paraît toutefois nécessaire de formuler les recommandations suivantes :

Recommandation 1 - Je recommande de procéder à une vérification de la conformité ou compatibilité du PLU, au SDRIF-E et à la charte du PNR après la parution de leur version officielle.

Recommandation 2 - Afin de prendre en compte les craintes exprimées par la population et les spécificités de la commune, je recommande :

- Que le besoin en matière de logements sociaux fasse l'objet d'un suivi attentif via des indicateurs prenant en compte les constructions issues des OAP et les constructions de logements sociaux dans l'habitat diffus, pour assurer d'une progression adaptée de leur nombre ;
- De conforter le diagnostic sur l'adéquation des équipements pour les activités sportives et culturelles et si nécessaire d'orienter les options de service au niveau des différentes OAP (en particulier de l'OAP écoquartier Picardie) et de veiller à intégrer dans les projets de construction collective, des logements classiques dédiés aux seniors ;
- Que la mairie suive son engagement de prendre en compte les prescriptions du SAGE ;
- Qu'une attention particulière soit portée lors de l'examen des OAP sur la prise en compte de leur impact sur la circulation.

Recommandation 3 : Dans le cadre de l'évolution des possibilités d'exploitation de la ferme de Beaurain, je recommande de compléter la rédaction de la description de la zone A* pour rappeler l'importance d'avoir un projet qui prenne en compte l'activité agricole et forestière et les espaces naturels en lien direct avec ce lieu.

Recommandation 4 : Je recommande de conserver la zone 2AU mentionnée dans le projet de PLU et d'y envisager un projet à cours terme.

Recommandation 5 - Pour les différentes OAP, je recommande :

- De reprendre les rédactions de l'OAP pour prendre en compte les évolutions et précisions issues de l'enquête ;
- Que le processus de réalisation d'un éco quartier fasse l'objet d'échange avec la population dont l'implication est demandée ;
- Que la capacité d'accueil de la crèche dans la résidence prévue dans l'OAP 4b sont limitées que quelques places dédiées à la dépose des enfants soient prévues au sein de la nouvelle résidence ;
- Que l'ilot forestier identifié comme important pour la biodiversité soit classé en espace paysager strict.
- De rappeler dans l'OAP 7 que les recommandations indiquées ne se substituent pas aux prescriptions du règlement écrit.

Recommandation 6 - Suite à l'examen des demandes relatives à des autorisations de construction émanant de particuliers, je recommande :

- D'envisager, sous conditions, la construction d'habitation sur les espaces paysagers évolutifs ;
- D'indiquer dans le règlement écrit, des prescriptions visant à cadrer la nature du bâti pour l'activité artisanale en lien direct avec l'agriculture afin de préserver la zone agricole.

Recommandation 7 - Concernant les documents, je recommande une reprise, dans le détail, des documents et tout particulièrement du règlement écrit et de ses documents graphiques. en particulier pour indiquer la surface de l'emplacement réservé pour le nouveau cimetière et veiller à la cohérence entre les renvois faits vers les OAP et le contenu de celles-ci prenant en compte les modifications apportées par l'enquête publique.

Pour les raisons détaillées dans mes conclusions et le rapport ci-joint,

Je donne **un avis favorable** au projet de révision du PLU de la commune du Mesnil-Saint-Denis avec les 2 réserves suivantes :

OAP 4a Bois du Fay – Bonnelles - Compte tenu de la valeur écologique de cette zone et de l'importance que lui porte la population, cette OAP doit être retirée du PLU.

OAP 4b – Groupe scolaire Bois du Fay - Les entrées/sorties des nouvelles constructions de l'OAP 4b doivent être réalisées via la rue de Provence.

Ces conclusions et avis sont rendus, le 12 MARS 2025 par

Sylvie BOUCHER RANCIEN, commissaire enquêtrice